

SOLSCOOP # 23



BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQU

Bureau de dépôt : Bruxelles X
N° d'agrégation : P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles

OCTOBRE • NOVEMBRE • DECEMBRE 2023



Éditrice responsable : Veronique Wemaere, rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS, CULTIVER LA RÉSISTANCE !

INTERVIEW p.2

Rami Massad,
PAC
Palestine

FOCUS INTERNATIONAL p.3

Colombie : stop aux attaques
contre les syndicalistes et
leaders sociaux

BRÈVES p.4-5

Rencontre internationale
Echange féministe Maroc
CPI Palestine





SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement

durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur-euse-s belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Estelle CEULEMANS • Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur-riche-s : Alex ARNOLDY, Jacques BOURGAUX, Tangui CORNU, Delphine HOUBA, Paul JAMMAR, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, François MARLIER, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles
N°23 octobre – novembre – décembre 2023



Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be
CCP : BE42 0000 0000 5454

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

► É D I T O

AU PROGRAMME POUR 2024 : RÉSISTER, AGIR ET TRANSFORMER !

L'année 2023 s'achevant sur des notes plutôt dramatiques, il est compliqué de se tourner vers une nouvelle année avec enthousiasme et sérénité.

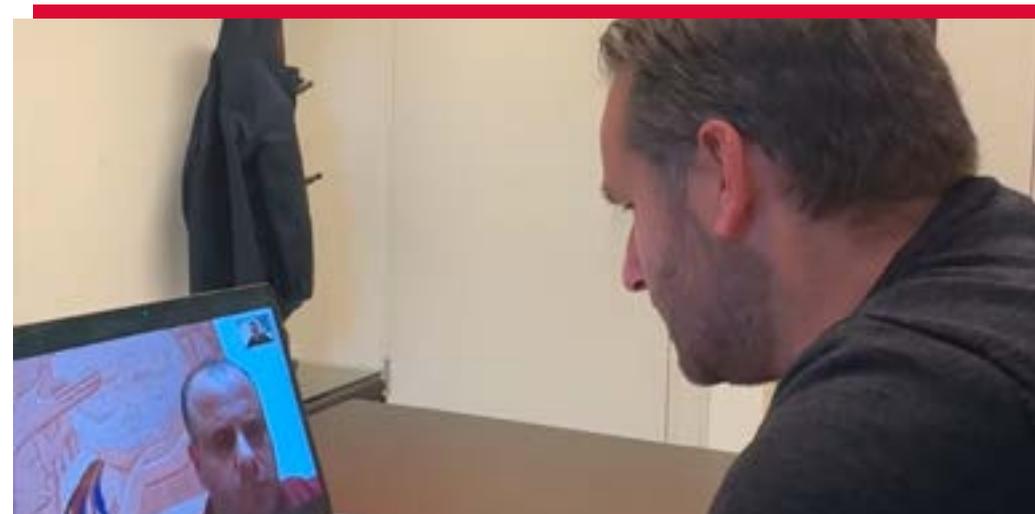
Au-delà des tensions géopolitiques et de la montée des extrêmes encore observée en Argentine et aux Pays-Bas, c'est avant tout la déshumanisation d'une partie du monde avec pour conséquence la remise en question de plus en plus prégnante de l'universalité des droits humains qui nous inquiète aujourd'hui. Si le conflit entre le Hamas et Israël illustre gravement cette tendance, celle-ci s'exprime partout, plus ou moins subtilement, se nourrissant habilement du retour de plus en plus évident de la realpolitik et de l'érosion du multilatéralisme.

Que faire face à ce repli sur soi qui assombrit notre avenir ? « Résister, agir et transformer ! » répondent les représentant-e-s des organisations partenaires que nous avons accueilli-e-s à Bruxelles pour deux semaines lors de notre séminaire international.

Ce numéro du Solscoop vise à offrir un condensé des entretiens, rencontres et ateliers réalisés lors de cet événement, et de partager avec vous les luttes de nos partenaires face à l'oppression et l'injustice. Si les témoignages sont poignants, c'est avant tout un vent d'optimisme qui a déferlé dans les bureaux de Solsoc. Une chance rare de faire preuve d'humilité face à l'actualité et des inquiétudes qu'elle suscite.

Bonne lecture et meilleurs vœux solidaires !

Estelle Ceulemans, Présidente



Nous ne voulons pas que la communauté internationale traite la Palestine comme une cause humanitaire, c'est un problème politique, depuis le début

Rami Massad, coordinateur du Popular Art Center



Le 29 novembre, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, Malik Ben Achour, député fédéral pour le PS a eu l'occasion de s'entretenir avec Rami Massad, un représentant du Popular Art Center (PAC), une organisation partenaire de Solsoc en Palestine.

► I N T E R V I E W

RAMI MASSAD : COORDINATEUR DU POPULAR ART CENTER (PALESTINE)

Le 29 novembre, à l'occasion de la journée internationale de soutien au peuple palestinien, Malik Ben Achour, député fédéral pour le PS a eu l'opportunité de s'entretenir avec Rami Massad, coordinateur du Popular Art Center, une organisation partenaire de Solsoc. PAC met la défense de la culture palestinienne au centre des stratégies de résistance, en particulier avec les jeunes, mais ils promeuvent également, aux côtés de MA'AN, l'économie sociale et solidaire, en développant notamment des initiatives agricoles de sauvegarde des terres situées à proximité des colonies israéliennes et menacées au quotidien.

Dans le contexte actuel, le travail du Popular Art Center est d'autant plus fondamental. Rami a pris la parole pour rappeler l'urgence d'un cessez-le-feu permanent sur Gaza, d'un accès massif à l'aide humanitaire et présenter la situation très inquiétante en Cisjordanie. Il a appelé la Belgique à reconnaître la Palestine et à mettre en place des sanctions économiques envers Israël tant qu'elle ne respecte pas le droit international. Voici un extrait de leur discussion :

Malik Ben Achour : Rami, pourquoi un cessez-le-feu immédiat est si important ?

Rami Massad : Nous espérons un cessez-le-feu permanent à Gaza, car la situation humanitaire et sur le terrain est terrible. Plus de 15.000 Palestiniens ont été tués, dont 70% de femmes et d'enfants, on compte plusieurs centaines de milliers de maisons détruites, plusieurs dizaines d'hôpitaux ont été détruits ou ne sont plus opérationnels. Aujourd'hui, il est urgent de permettre l'accès massif de l'aide humanitaire et en particulier de médicaments, des vivres, et de l'essence à toutes les zones de Gaza. Ils disent qu'ils veulent détruire le Hamas, mais ils tuent des femmes et des enfants, qui ne sont pas des combattants. Ils veulent détruire la Palestine...

Malik Ben Achour : Le parti socialiste demande la reconnaissance par l'État belge de la Palestine. Qu'en pensez-vous ?

Rami Massad : C'est une action symbolique qui peut donner un message important à l'occupation israélienne : les Palestiniens ont le droit à la liberté, à l'autodétermination, et l'annexion de territoires palestiniens doit cesser !

Malik Ben Achour : Quel est votre message vers la communauté internationale ?

Rami Massad : continuez la lutte pour soutenir le peuple palestinien, continuez la pression sur les gouvernements, parlez des faits, de la situation des Palestiniens. Nous aimons la liberté, la paix, nous voulons être un pays comme les autres peuples dans le monde. Nous ne voulons pas que la communauté internationale traite la Palestine comme une cause humanitaire, c'est un problème politique, depuis le début. C'est une lutte contre l'occupation. Nous voulons notre pays ! On ne veut plus de déclaration, on veut des actions.

Malik Ben Achour : Nous devons travailler sur les causes, à savoir, l'occupation, les colonies, et l'apartheid, qui sont les racines de la violence. C'est la seule manière d'arriver à la paix.



Abel Rivera Trujillo et Juliana Millán sont intervenus lors du forum international du CWBCI, le mardi 17 octobre, journée consacrée au rétrécissement de l'espace de la société civile « shrinking space ».

COLOMBIE : STOP AUX ATTAQUES ET AUX MENACES CONTRE LES SYNDICALISTES ET LES LEADERS SOCIAUX !

Ces derniers mois, plusieurs syndicalistes et défenseur·euse·s des droits humains partenaires de notre programme syndical ont été menacé·e·s de mort pour leur engagement social. Malgré une bascule historique à gauche aux élections de 2022, la Colombie reste dramatiquement en tête du classement mondial des pays les plus meurtriers pour les dirigeants syndicaux¹.

L'HISTOIRE D'ABEL RIVERA, SYNDICALISTE MEMBRE DE SINALTRAINAL

Le 22 août 2022, la vie d'Abel Rivera Trujillo, employé de Nestlé dans la région Valle del Cauca et membre de la section syndicale SINALTRAINAL de Bugalagrande, a basculé. Alors qu'il rentrait chez lui après une journée de travail, un motard s'est approché de sa voiture dans une zone isolée, a retiré son casque et lui a dit qu'ils l'avaient identifié, qu'ils savaient où il travaillait, qu'ils ne voulaient plus le revoir

et que c'était le dernier avertissement qu'ils lui donnaient. L'homme a ensuite montré l'arme qu'il portait à la ceinture et a démarré.

Ce n'était pas la première fois qu'Abel recevait des menaces, mais cette fois-ci, c'était la plus grave et la plus directe. Le syndicat a réussi à obtenir de Nestlé qu'elle lui accorde un congé afin qu'il puisse se rendre immédiatement dans une autre région, empêchant ainsi la mise à exécution des menaces, mais laissant derrière lui sa famille à Tuluá. Depuis lors, Abel n'a pas été en mesure de retourner chez lui en toute sécurité et fait actuellement l'objet d'un programme de protection pour les leaders sociaux en Espagne. Dans quelques semaines, Abel retournera en Colombie sans pour autant que les conditions structurelles de risque aient changé.

Le 24 octobre 2022, une délégation de représentants politiques belges et de conseillers du parti socialiste, conduite par Solsoc, a

1. Confédération Syndicale Internationale, Indice CSI des droits dans le monde 2023, p. 47, https://files.mutualcdn.com/ituc/files/2023_ituc_global_rights_index_fr.pdf

rencontré M. Rivera à Bogota et a entendu son récit poignant. Difficile de croire qu'en Colombie, le seul fait d'organiser des grèves et des actions sociales puisse mener à une telle situation.

L'HISTOIRE DE JULIANA MILLÁN, DIRECTRICE D'ATI, PARTENAIRE DE SOLSOC EN COLOMBIE

Juliana Millán est la directrice politique de l'association ATI, qui soutient le projet syndical porté par Solsoc et la FGTB-HORVAL, également dans la région Valle del Cauca. Le 14 juin de cette année, a été inauguré le centre culturel syndical (CACTUS) dans la ville de Palmira, futur siège du syndicat des coupeurs de canne à sucre SINTRACATORCE et, par la suite, de la fédération syndicale agroalimentaire qu'ils sont en train de construire avec SINALTRAINAL. Ainsi, le CACTUS servira de tremplin aux activités de défense des droits des travailleuses et travailleurs de la région Valle del Cauca, et visera également à promouvoir les droits de leurs familles et de la communauté dans son ensemble, permettant d'unir les luttes du monde syndical et du monde agricole.

Dès janvier 2023, Juliana et le président de SINTRACATORCE, Fernando Lasso, ont commencé à se sentir surveillés. Lors de l'inauguration de la maison CACTUS, la présence de personnes et de matériel d'enregistrement extérieurs aux organisations a été remarquée. Enfin, après plusieurs appels menaçants, la directrice politique d'ATI a reçu des menaces directes par l'intermédiaire de sa fille, «tout le monde ici sait que ta mère va être tuée» lui a-t-on dit.

UN CLIMAT D'INSÉCURITÉ POUR TOUS LES DÉFENSEUR·EUSE·S DES DROITS HUMAINS

Ces menaces ne sont pas isolées ; elles s'inscrivent dans un climat prolongé d'insécurité en Colombie pour tous les défenseur·euse·s des droits humains. En 2022, 189 leader·euse·s sociaux·ales ont été assassiné·e·s et en 2023, on décompte 178 autres victimes². En 41 ans d'existence de SINALTRAINAL, 18 travailleurs de Nestlé affiliés au syndicat ont été assassinés en Colombie.

Depuis le début du conflit armé colombien, il y a plus d'un demi-siècle, le nombre d'acteurs armés s'est multiplié : groupes rebelles armés (guérillas de gauche), paramilitaires (conservateurs d'extrême droite), groupes illégaux formant des bandes criminelles autour du trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes, ainsi que le rôle des forces de sécurité de l'État dans de nombreuses régions du pays.

Aujourd'hui, les liens entre nombre de ces groupes armés, en particulier les paramilitaires, et les grandes élites foncières, les hommes d'affaires et les familles qui ont fait partie des élites sociales

2 Selon l'organisation In de Paz, qui recense les assassinats de leaders sociaux : <https://indepaz.org.co/lideres-sociales-defensores-de-dd-hh-y-firmantes-de-acuerdo-asesinados-en-2022/>

et politiques du pays sont amplement démontrés ; ces groupes ont été utilisés pour déposséder des territoires, démanteler des organisations sociales et semer une politique de terreur et de sécurité militaire dans le pays.

Nous savons que l'histoire de la Colombie a pris un tournant après les élections nationales de 2022 et que le gouvernement est disposé à ouvrir un processus de dialogue très différent de la politique de guerre et de confrontation ; cependant, nous sommes préoccupés par le fait que les acteurs armés continuent de recourir à la force contre les dirigeant·e·s sociaux·ales. Solsoc, FGTB-HORVAL et leurs partenaires SINALTRAINAL, SINTRACATORCE et ATI continueront tant que nécessaire de demander au gouvernement colombien de protéger ses leader·euse·s sociaux·ales, de mettre fin à l'impunité des auteurs de ces menaces et violences, de faire respecter les droits garantis par les conventions internationales, tels que le droit d'association, de manifestation et la liberté d'expression. La Belgique, l'UE et l'ONU ont également un rôle à jouer pour insister sur la protection des activistes et contraindre les entreprises comme Nestlé à faire respecter les droits humains et environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur.



Forum international du CWBCI 17 octobre 2023.

► B R È V E S

UN PARTENARIAT CONSOLIDÉ POUR AFFRONTER LES ENJEUX DU TRAVAIL DÉCENT À L'HORIZON 2026

La 9e rencontre internationale des partenaires de Solsoc s'est tenue à Bruxelles du 9 au 20 octobre 2023. Vingt-cinq partenaires du réseau international venus des 8 pays d'intervention du programme ont pu nous rejoindre au prix de nombreuses tracasseries administratives. Tandis que le contexte international s'embrase, laissant la place aux idées suprématistes, xénophobes, autoritaristes et liberticides, nous avons, durant ces deux semaines, échangé, réfléchi, construit des perspectives solidaires pour faire avancer les piliers du travail décent, la transition juste, pour faire respecter les droits humains et l'égalité de genre.

Ce sont les principaux défis de notre programme quinquennal 2022-2026. Notre réseau de partenaires, de camarades, de militant-e-s, après une semaine d'ateliers et de réflexion, a poursuivi la deuxième semaine les échanges en plusieurs délégations qui sont allées à la rencontre de nos partenaires et alliés stratégiques à Bruxelles et en Wallonie, les Centrales FGTB (Horval et Centrale Générale), le CEPAG, Solidaris, des maisons médicales, le Réseau SAW-B, sans oublier les rencontres avec des parlementaires alliés, la DGD, l'OIIT et la participation au forum organisé par le CWBCI (Conseil Wallonie Bruxelles de la Coopération Internationale). Des graines ont été semées, d'autres ramassées, et comme l'a dit St Exupéry « les solutions n'existent pas, mais il y a des forces en marche, il faut les créer et les solutions viendront ».



ISRAËL – PALESTINE : SOLSOC SIGNATAIRE D'UNE PLAINTE DÉPOSÉE À LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Depuis les attaques du 7 octobre, plusieurs plaintes ont été déposées auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI). Cette institution judiciaire internationale juge les auteurs de crimes internationaux les plus graves. Parmi ces requêtes, une plainte pour « génocide et crimes de guerre » à Gaza a été déposée le 9 novembre par un collectif composé de plus de 600 de juristes de plusieurs pays et de plus de 160 associations, dont Solsoc, représentés par l'avocat français Gilles Devers. Solsoc est ici cosignataire au titre de « témoin », au nom des organisations partenaires palestiniennes de Solsoc actives à Gaza.

Cette enquête et le jugement qui en découlera seront une opportunité unique de faire la lumière sur tout ce qui se passe à Gaza depuis le 7 octobre et de condamner les responsables de crimes de guerre par une entité judiciaire internationale. La Belgique s'est aussi engagée à renforcer son soutien financier à la CPI de 5 millions d'euros pour mener cette enquête. Une telle enquête peut prendre du temps, ce qui n'enlève pas la responsabilité de nos mandataires politiques de s'unir pour contraindre Israël à arrêter les massacres qu'elle est en train de commettre à Gaza.



ÉCHANGES FÉMINISTES ENTRE LA BELGIQUE ET LE MAROC

Durant le mois de novembre, 6 femmes impliquées dans des initiatives d'économie sociale et solidaire au sein des quartiers populaires de Casablanca sont venues en Belgique pour une semaine d'échanges avec l'organisation féministe Soralia.

La première partie de ce projet avait eu lieu en mars 2023, quand une délégation de Soralia s'est rendue au Maroc pour découvrir le travail d'AFAQ - Action Femmes des Associations de Quartiers - partenaire de Solsoc au Maroc, qui accompagne des femmes dans leur émancipation économique. Cette deuxième partie du projet a permis à la délégation marocaine de découvrir les problématiques vécues par les femmes en Belgique et le travail des associations à cet égard. La semaine a été rythmée de rencontres variées comme la visite d'un planning familial à Bruxelles, une journée à La Maison des Femmes d'ici et d'ailleurs à Liège (projet interculturel de Soralia), ou encore la participation à la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes.

Les activités et les initiatives féministes en Belgique, sur les thèmes de la solidarité, des droits des femmes, mais aussi de la démocratie et de la laïcité, ont fait largement écho au travail mené par AFAQ au Maroc, et la délégation a pu rentrer à Casablanca enrichie de nouvelles inspirations.

► A C T I O N S

DEFEND THE DEFENDERS

Stop à la criminalisation des défenseur-euse-s des droits humains !

Chaque année, le 10 décembre, nous célébrons les droits humains ainsi que celles et ceux qui les défendent au quotidien aux quatre coins du monde, bien trop souvent au risque de leur vie. Au niveau global, la criminalisation des défenseur-euse-s du droit à la terre et à l'environnement est présente sur tous les continents. Afin de « visibiliser cette tendance sourde et quasi-invisible qui combine rétrécissement de l'espace civique et criminalisation des activistes et défenseur-euse-s des droits humains » FIAN Belgium publie un numéro du magazine Beet The System ! entièrement consacré à la problématique, mettant notamment en lumière des cas en Colombie, en Palestine et en RD Congo. Le magazine peut être téléchargé depuis le site www.fian.be.

Comment réagir et résister au rétrécissement de l'espace de la société civile ?

Les 16 et 17 octobre 2023 derniers, le Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI) organisait un forum international consacré aux thématiques « la coopération belge dans les états dits fragiles » et le « shrinking space ».

Ces 2 sujets occupent une place de plus en plus centrale pour les acteurs de la solidarité internationale et ce forum et a été l'occasion de faire intervenir des activistes de 8 pays partenaires pour partager leur expérience de terrain et leur expertise aux côtés de représentant-e-s du monde académique, non gouvernemental et politique. Le 17 octobre, lors de la session consacrée au rétrécissement de l'espace civique organisée par Solsoc, Hassan Dafir du Maroc (Ifaap), Libère Bukubero du Burundi (Adisco), Juliana Millán et Abel Rivera de Colombie (Asociación de Trabajo Interdisciplinario ATI et Sinaltrainal) étaient sur le devant de la scène.

SIGNEZ L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE « TAX THE RICH », POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET PLUS DURABLE.

Il nous faut 1 million de signatures en Europe pour obliger la Commission Européenne à faire une proposition. Par cette initiative, la Commission européenne est invitée à instaurer un impôt européen sur la grande fortune. Cet impôt constituerait une nouvelle ressource propre de l'Union, les recettes permettraient d'amplifier et de pérenniser les politiques européennes de transition environnementale, sociale et de coopération au développement, en cofinancement avec les États membres. Cette contribution serait destinée à la lutte contre le changement climatique et à la lutte contre les inégalités et permettrait la participation plus équitable des citoyens européens à ces objectifs. www.tax-the-rich.eu





**P&V assure aussi
votre habitation.**

**Découvrez nos
assurances sur pv.be**